



(TWITTER.COM/IGNAZIOCASSIS)



(SAMUEL GOLAY/TI-PRESS/KEYSTONE)



(PETER KLAUNZER/KEYSTONE)



(PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

IGNAZIO CASSIS AU DFAE, TROIS ANNÉES TENDUES

● **Le 19 septembre 2017**, le PLR tessinois Ignazio Cassis est élu au Conseil fédéral, au deuxième tour. Il devance Pierre Maudet et Isabelle Moret. Il prend ses fonctions le 1er novembre 2017 comme chef du DFAE.

● **Le 17 mai 2018**, de retour d'Israël et des Territoires occupés, Ignazio Cassis déclare dans la presse alémanique que l'UNRWA «fait partie du problème» israélo-palestinien, plutôt que de la solution.

● **Le 7 janvier 2019**, lors d'une tournée de cinq jours en Afrique, Ignazio Cassis visite en Zambie une mine de cuivre opérée par Glencore. Sa présence au côté du géant minier zougouïse controversé et ses commentaires (il est «impressionné par la modernité des installations [...] et la formation des jeunes») lui vaudront de très fortes critiques.

● **Le 2 juin 2019**, au Castelgrande de Bellinzona, Ignazio Cassis reçoit le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, décrit alors comme la «cheville ouvrière de Trump». Le courant passe bien entre les deux hommes, au point que le patron du DFAE sera critiqué pour «avoir mis un peu trop d'ardeur à plaire aux Américains».

● **Le 29 juillet 2019**, un rapport interne de l'UNRWA parvient à plusieurs médias. Il met gravement en cause le patron de l'agence, Pierre Krähenbühl, immédiatement lâché par Ignazio Cassis et qui doit démissionner le 6 novembre.

● **Le 2 septembre 2019**, la Suisse et Israël célèbrent leurs 70 ans de relations diplomatiques. Ignazio Cassis reçoit le ministre israélien Katz à Lucerne. Ce dernier affirmera qu'ils ont abordé «les vraies questions», comme «la disparition future de l'UNRWA». Le DFAE ne l'a pas contredit.

● Au Conseil fédéral, ici **le 3 juillet 2020** à Riggisberg (BE), la distance n'est pas que sociale. Ignazio Cassis a été «recadré» à deux reprises par ses collègues, sur l'UNRWA et sur la stratégie suisse au Moyen-Orient. De plus, ses relations avec sa camarade de parti Karin Keller-Sutter sont notoirement mauvaises.

● **Le 17 décembre 2020**, l'émission «Temps Présent» dévoile que le rapport final de l'ONU sur Pierre Krähenbühl et l'UNRWA ne comporte en fait que peu d'éléments à charge. Le DFAE ne fait aucun commentaire.

● **Début 2021**: les rocadés d'ambassadeurs suscitent un nombre important de fuites de diplomates mécontents de la gestion du département.

Egalement ancien ambassadeur, François Nordmann corrobore: «Markus Seiler semble être devenu tout-puissant. Il aurait même davantage de pouvoir que la secrétaire d'Etat.» L'action conjuguée d'Ignazio Cassis et de l'ancien pont des services secrets plaît très peu à une partie des troupes, qui abandonne le navire en nombre: depuis fin 2017, une vingtaine de diplomates ont quitté l'administration pour l'ONU ou le secteur privé. «Le département célèbre ces départs comme des succès, dit Georges Martin. Mais ce sont des fuites.»

La ligne officielle s'est durcie à l'interne, mais pas seulement. Des dizaines d'ONG l'ont appris à leurs dépens, après avoir soutenu l'initiative pour des multinationales responsables. Lors d'une réunion le 2 décembre dernier, Patricia Danzi, directrice de la coopération suisse (DDC) – en désaccord manifeste avec la décision qu'elle avait la charge de transmettre, selon un participant –, annonçait la nouvelle couleur: il sera désormais interdit d'utiliser des fonds publics pour effectuer un «travail d'information et de formation en Suisse». Outrées par cette nouvelle politique, les ONG concernées l'ont récemment dénoncé comme un «contrôle politique» dans une lettre ouverte.

Les services d'Ignazio Cassis sont sur la défensive, ce dont *Le Temps* a pu se rendre compte dans le cadre de cette enquête. Suite à un premier mail, un communicant du DFAE nous a spontanément contactés pour souligner «en off» que les mécontents du département «ne représentaient qu'une minorité, dont certains enfants gâtés», avant de nous suggérer de converser avec une ambassadrice davantage en ligne avec la politique interne. Cette dernière, qui avait vraisemblablement été «incitée» à nous parler, s'est exécutée mais sans accepter d'être citée, rendant cette drôle d'opération de communication inutilisable.

«Il se fait du souci pour 2023»

La classe politique suisse n'ignore pas non plus que le DFAE traverse une phase déroutante. Et les critiques pleuvent. A gauche, bien sûr, mais pas seulement. Le parti du Tessinois lui-même semble être de plus en plus sceptique. Sous couvert d'anonymat, plusieurs membres du PLR considèrent ainsi que leur représentant au Conseil fédéral est «une erreur de casting», «d'une insigne faiblesse» ou simplement «quelqu'un qu'on ne voit pas, qui est absent». Les avis ne sont pas plus tendres au centre de l'échiquier politique. L'un des ténors du Centre (PDC) répond ainsi aux questions du *Temps*: «S'il est regrettable que les critiques d'ambassadeurs anonymes se multiplient dans la presse, elles montrent aussi le manque d'estime actuel pour la direction.»

Or, juge-t-il, cela ne vient pas de nulle part: «Ignazio Cassis ne soutient pas ses diplomates, tout en se plaignant régulièrement qu'ils l'empêchent de faire ce qu'il veut. Suite en page 4

organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), celle-ci peut remercier la présidence suédoise de l'organisation, qui a permis cette prolongation. Les services d'Ignazio Cassis avaient eux proposé d'envoyer cette spécialiste des pays de l'Est à Port-au-Prince ou à Bichkek, deux représentations très secondaires pour la Confédération.

Le secrétaire général de l'ONU s'inquiète

Quelle stratégie poursuit le conseiller fédéral? La question a été posée par la Commission de politique extérieure du Conseil national au DFAE lors d'une séance à Berne le 19 janvier. Concernant les ambassades, il lui a été répondu que les tournus sont habituels et font partie des conditions d'engagement. Quant aux mécontents, il ne s'agirait que de «cas individuels». Cette explication a été bien reçue par une partie des parlementaires, avant tout dans le camp

bourgeois, dont plusieurs membres exigent une «mise au pas du corps diplomatique» qui «gagne bien assez d'argent comme ça».

Ancien diplomate (jusqu'en 2017) et ex-secrétaire d'Etat adjoint au DFAE, Georges Martin reconnaît que la gestion du DFAE n'est «pas chose aisée» et qu'il y a «toujours eu des mécontents lors des rocadés». Cependant, argumente-t-il, la situation actuelle est différente: «Si certains se sont plaints de la politique du personnel de Didier Burkhalter ou de Micheline Calmy-Rey, la majorité des collaborateurs étaient quand même satisfaits. Mais aujourd'hui, le copinage et les allégeances personnelles ont remplacé les critères habituels, que sont les compétences et l'expérience. Faire partie du bon réseau est devenu indispensable pour ne pas rester au bord du chemin. Contrairement aux dires du département, les critiques actuelles ne sont pas des cas isolés. C'est la pointe de l'iceberg. En dehors

de ceux qui profitent directement de la situation, personne n'est vraiment content d'Ignazio Cassis.»

Proche du Mossad israélien

Au cœur du malaise se trouve un deuxième homme: Markus Seiler. Nommé en 2017, le secrétaire général du DFAE et ancien chef du Service de renseignement suisse est connu pour avoir le bras long. Il est aussi particulièrement redouté. Connaisseur son vaste réseau dans le monde du renseignement, certaines de nos sources ont ainsi demandé l'usage de messageries cryptées – «pour être plus sûr, on ne sait jamais de quoi il est capable».

Souvent qualifié d'«homme de pouvoir», situé très à droite et à plusieurs reprises critiqué pour sa proximité avec le Mossad israélien, il emploie des méthodes atypiques, qui ont notamment été révélées lors de l'affaire Crypto AG. Informé des vulnérabilités intentionnelles du système

de cryptage suisse, il n'a pas jugé utile de transmettre l'information au sommet du Département de la défense. Cette omission, considère le rapport de la Délégation des Commissions de gestion, indique une volonté «intentionnelle de ne pas assumer sa responsabilité». Suite à cet épisode, sa démission a alors été demandée par une partie de la classe politique, sans succès. En réponse à nos questions sur le sujet, le DFAE souligne que les commissions de gestion ont conclu que les renseignements suisses n'avaient rien fait d'illégal. Quant au cas Seiler, poursuit le département, une enquête de satisfaction révélerait des «résultats positifs» au sein du secrétariat général.

«C'est devenu le Raspoutine du DFAE, affirme cependant Georges Martin. Il se mêle de tout. De politique, des transferts. Et ses méthodes sont tyranniques. Son poste est administratif mais il a su s'attribuer l'essentiel du pouvoir, ou on le lui a donné.»

«Ignazio Cassis ne soutient pas ses diplomates, tout en se plaignant régulièrement qu'ils l'empêchent de faire ce qu'il veut. C'est pourtant lui le chef! Il ne sait pas comment conduire son département, on ne sait pas ce qu'il veut, tout est flou»

UN TÉNOR DU CENTRE (PDC)